



UPAP/CAT/CS/01/2025 – Doc N°05

**COMMISSION STRATEGIE (CS)**  
**19 JUIN 2025 ARUSHA, TANZANIE**

## **RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE (GRC)**

<b>1. Objet</b> Rapport sur la gestion des risques de catastrophe (GRC)	<b>Références/Alinéas</b> Plan d'action de l'UPAP 2022-2025
<b>2. Décisions attendues :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter le rapport.</li><li>• Examiner les recommandations du Groupe de travail.</li></ul>	

### **1. INTRODUCTION**

Le Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) a tenu une réunion virtuelle le 28 avril 2025. Au cours de ladite réunion, cinq (5) questions principales à l'ordre du jour ont été examinées, comme indiqué au point 2 ci-dessous.

### **2. PRINCIPALES QUESTIONS EXAMINEES ET DEBATTUES**

Les points saillants suivants ont été débattus au cours de la réunion :

- i) Point sur l'état de mise en œuvre du Plan d'action du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe ;
- ii) Atelier de l'UPU sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains ;
- iii) Présentation sur le Renforcement des capacités et mécanismes de financement par le président du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe ;
- iv) Initiatives de gestion des risques de catastrophe de l'UPAP (Cyclone Chido; Cyclone Dikeledi Cyclone Jude et inondations en RDC) ;
- v) Propositions du 28<sup>ème</sup> Congrès de l'UPU.

### **3. SOUMISSION DU RAPPORT**

Le rapport détaillé de la réunion du Groupe de travail figure en **annexe 1**.

## 4. RECOMMANDATIONS

### 4.1 Sur la mise en œuvre du plan d'action du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe

- a) Les initiatives de renforcement des capacités doivent être poursuivies au cours du prochain cycle afin d'accroître le bassin d'experts en GRC et de générer une plus grande capacité durable des OD à planifier et à mettre en œuvre la gestion des risques de catastrophe (GRC), réduisant ainsi la vulnérabilité.
- b) Le Secrétariat général doit poursuivre ses efforts de gestion et de partage des connaissances en collaboration avec les experts désignés de l'UPU identifiés lors de l'atelier.
- c) Le Secrétariat général de l'UPAP doit finaliser les processus de mise en place d'une équipe d'experts en GRC à choisir dans chaque sous-région, selon les critères élaborés par le Secrétariat général suite à l'atelier GRC de l'UPAP/UPU tenu en novembre 2024.
- d) **NB** : Au cours des discussions, il a été noté que le Groupe de travail a pleinement mis en œuvre l'activité « **Formuler des recommandations et donner des orientations sur la manière d'organiser des sessions de renforcement des capacités et des ateliers pour le partage des connaissances sur la gestion des risques de catastrophe** ». du plan d'action 2022-2025 de l'UPAP, même si le renforcement des capacités et le partage d'expériences sont toujours en cours. En effet, l'UPAP, en collaboration avec l'UPU, a organisé un atelier du 25 au 27 novembre 2024. En conséquence, le Secrétariat général a actualisé l'état d'avancement de la mise en œuvre, passant de « orange » à « vert », indiquant que l'activité a bel et bien été pleinement mise en œuvre.

### 4.2 Présentation du président du Groupe de travail sur la gestion des droits numériques sur le renforcement des capacités et les mécanismes de financement

Le président de l'équipe spéciale, qui élaborait une note conceptuelle pour le renforcement des capacités et les mécanismes de financement, a réalisé et présenté une vidéo intitulée **UPAP/CS/GRC/01/2025 - Doc N°04**.

La présentation a mis en évidence les principaux points suivants :

#### 4.2.1 Objectifs de renforcement des capacités

Le renforcement des capacités en matière de gestion des risques de catastrophe (GRC) dans le secteur postal vise à renforcer la capacité du secteur à se préparer, à réagir et à se remettre efficacement des catastrophes. Les principaux objectifs sont les suivants :

- a. Améliorer la formation et le développement ;
- b. Accroître la résilience institutionnelle et opérationnelle ;
- c. Améliorer les infrastructures et le développement des ressources ;
- d. Mettre en place des systèmes d'alerte précoce et de communication ;
- e. Favoriser la collaboration et l'engagement des parties prenantes ;
- f. Promouvoir la sensibilisation aux risques et la sensibilisation communautaire ;
- g. Améliorer le suivi et l'évaluation des performances.

#### **4.2.2 Objectifs du mécanisme de financement**

Assurer la préparation financière aux catastrophes. Les Etats membres doivent créer des fonds d'urgence dédiés pour permettre une mobilisation rapide des ressources en cas de catastrophe afin de garantir la continuité des services postaux, notamment dans les zones reculées et mal desservies, pendant et après les situations d'urgence. Ces fonds permettraient également de garantir que le secteur postal dispose de ressources financières suffisantes pour intervenir et se relever des catastrophes, et de réduire la vulnérabilité financière de ses infrastructures, de ses actifs et de ses opérations en cas de catastrophe. A cet égard, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- a. Promouvoir les investissements visant à réduire les risques ;
- b. Améliorer la capacité de réponse et de rétablissement ;
- c. Soutenir le renforcement des capacités et la formation ;
- d. Encourager les partenariats public-privé et l'innovation ;
- e. Promouvoir l'équité et l'inclusion dans les interventions en cas de catastrophe ;
- f. Accroître la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds ;
- g. Assurer la durabilité et l'efficacité.

D'après la présentation, le Secrétariat général de l'UPAP doit rationaliser les activités que les Etats membres doivent poursuivre afin que le contenu du document puisse être facilement utilisé, c'est-à-dire que le document ne soit pas simplement classé mais qu'il soit exploitable.

#### **4.3 Atelier de l'UPU sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains**

L'UPAP, en collaboration avec l'UPU, a organisé un atelier sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains, du 25 au 27 novembre 2024 à la Tour de l'UPAP à Arusha, en République-Unie de Tanzanie.

Les objectifs de l'atelier sont les suivants :

- a) Rassembler les points focaux de gestion des risques de catastrophe (GRC) de la région Afrique pour sensibiliser et renforcer les capacités ;
- b) Former les participants aux leçons tirées des catastrophes passées, en se concentrant sur celles qui se sont produites dans la région Afrique ;
- c) Sensibiliser les participants à la nécessité d'élaborer un Plan de Continuité des Activités (PCA) suivant les modèles proposés par l'UPU ;
- d) Informer les participants sur les catastrophes d'origine humaine ;
- e) Fournir des informations détaillées sur les pertes liées aux catastrophes et souligner la nécessité d'une participation active à la gestion des catastrophes ;
- f) Faciliter le partage d'expériences sur les types de systèmes d'alerte précoce disponibles dans chaque pays participant ;
- g) Discuter de la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes (participation multipartite) dans les actions de prévention, de préparation, d'intervention, de rétablissement/reprise et d'atténuation.

Les recommandations de l'atelier étaient les suivantes :

- a) Les opérateurs désignés sont vivement encouragés à comprendre le rôle essentiel du système EmIS pour informer le Bureau international en cas d'urgence ou de catastrophe, les mesures que les opérateurs désignés doivent prendre avant et après les catastrophes, et comment soumettre des rapports de dommages à l'UPU pour demander un soutien ou un financement.
- b) Les OD sont encouragés à obtenir la certification GRC à l'issue du processus de certification, structuré autour de cinq phases de catastrophe (prévention, préparation, intervention, rétablissement et atténuation). Cette certification vise à renforcer la continuité opérationnelle et la qualité de service.
- c) Les OD sont invités à se référer au Guide de gestion des risques de catastrophe de l'UPU et à comprendre les phases de risque et de gestion des risques de catastrophe (GRC) en faisant la distinction entre la réduction des risques de catastrophe (RRC) et la gestion des risques de catastrophe (GRC) ;
- d) Le secteur postal africain doit être informé et gérer les risques de manière efficace.
- e) Les OD sont invités à comprendre la nécessité des plans de continuité des activités et les processus de création d'un PCA et son importance concernant les « 3P » : personnes, biens et produits ;
- f) Les OD sont invités à accorder beaucoup plus d'attention aux aspects de santé, de sécurité, d'exploitation et de personnel, car l'impact de l'intervention du BI de l'UPU concerne principalement ces aspects, ainsi que la surveillance, la messagerie EMIS, le transport alternatif et la coopération.
- g) Les opérateurs désignés sont encouragés à soumettre au BI des projets réalisables qui peuvent être parrainés en utilisant les ressources de gestion des risques de catastrophe au niveau de l'UPU ;

#### **4.4 Initiatives de l'UPAP pendant les cyclones et les inondations**

Le Secrétariat général de l'UPAP entreprend plusieurs initiatives, notamment la recherche de mécanismes appropriés pour faire face à diverses catastrophes naturelles tout au long du cycle de gestion des risques, c'est-à-dire la prévention, l'atténuation, la préparation, la réponse et le rétablissement.

Compte tenu de ce qui précède, quatre (4) catastrophes naturelles se sont produites en Afrique au cours de la période concernée. Il s'agit des cyclones tropicaux : Chido (décembre 2024), Dikeledi (décembre 2024 - janvier 2025), Jude (mars 2025) et des inondations (avril 2025).

Heureusement, l'infrastructure et le personnel de la poste n'ont pas été directement touchés dans tous les cas.

#### **Recommandations**

Les recommandations suivantes sont donc formulées après avoir vécu les catastrophes :

- a. Les opérateurs désignés doivent toujours être vigilants en tenant compte des annonces d'alerte précoce concernant les catastrophes imminentes communiquées ou annoncées par leurs organisations météorologiques ou toute autorité compétente ;
- b. Les OD doivent toujours maintenir des canaux de communication efficaces avec les parties prenantes, y compris l'UPAP, pour mettre en place un réseau solide et dynamique face à des risques multiples et variés ;
- c. L'OD doit activer les plans GRC lorsqu'une catastrophe se profile ou se produit, et assurer le suivi des interventions et des mesures d'atténuation déjà mises en place.

- d. L'équipe d'experts en gestion des risques de catastrophe doit être en mesure de conseiller les Etats membres et d'aider les parties prenantes de l'UPAP à garantir que nous progressons et que nous améliorons notre continent en termes de connaissances et d'expertise en matière de gestion des catastrophes.

## **5. DECISIONS ATTENDUES**

La Commission est invitée à :

- Adopter le rapport.
- Examiner les recommandations du Groupe de travail.



## **RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE (GRC)**

**Réunion virtuelle du 28 avril 2025**

### **1. INTRODUCTION**

La réunion virtuelle du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) s'est tenue le 28 avril 2025 de 09h37 à 12h17 TU.

### **2. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE**

#### **2.1 Mot de bienvenue du Président**

Le Président, M. Mogale Maenetja (Afrique du Sud), a ouvert la séance à 09h37 TU et a commencé les délibérations de la journée en souhaitant la bienvenue à tous les participants.

Il a salué les efforts déployés par l'équipe de l'UPAP pour bien préparer la réunion. Il a souligné que les documents produits étaient destinés à guider les Etats membres, en particulier ceux touchés par des catastrophes.

Il a poursuivi en affirmant que les catastrophes sont devenues préoccupantes parce que l'avenir devient très incertain, notamment en ce qui concerne les catastrophes, et qu'aucun pays n'est épargné.

Le Président a souligné que nous avons plus que jamais besoin les uns des autres en matière de gestion des risques de catastrophe.

Enfin, il a appelé les participants à se sentir libres et à contribuer positivement aux délibérations au cours de la réunion.

#### **2.2 Allocution d'ouverture du Secrétaire général**

Le Secrétaire général, Dr Sifundo Chief Moyo, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié le président, M. Mogale Maenetja (Afrique du Sud). Dr Moyo a remercié le président, qui a dirigé avec brio le Groupe de travail depuis le début du cycle en cours, lors de sa création au sein de la Commission Stratégie et de son approbation en 2022 par la 40<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC).

Le Secrétaire général a rappelé que l'existence de risques dans les activités quotidiennes de l'Union et de ses membres est une réalité à laquelle il faut prêter attention. Plus précisément, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des conditions météorologiques extrêmes, telles que les cyclones et les pandémies comme la COVID-19, entre autres, doit faire prendre conscience de la nécessité pour le secteur postal africain d'améliorer sa résilience et d'intégrer davantage des approches de relèvement rapide visant à minimiser les impacts négatifs des catastrophes récurrentes sur la vie des populations et à assurer la continuité des activités ainsi que la pérennité du service postal.

Le Secrétaire général a également profité de l'occasion pour renouveler sa compassion et son soutien aux Etats membres, à savoir le Malawi et Madagascar, qui sont touchés par le cyclone Chido en décembre 2024 et le cyclone Jude, qui a frappé le Mozambique en mars 2025, ainsi que par les inondations qui ont touché la République démocratique du Congo en Avril 2025.

Il a annoncé la fin du cycle en mai 2025, et ils sont entrés dans une période de transition. Le cycle final a été marqué par une série de catastrophes naturelles à intervalles très courts, la plupart dans les mêmes pays, à savoir la côte orientale de l'Afrique.

Il a appelé le Groupe de travail à se concentrer sur la mise en œuvre opérationnelle de la gestion des risques et des catastrophes et à identifier les options de renforcement des capacités pour les différentes parties prenantes dans ce domaine.

Il a rappelé au Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe que son mandat comprend l'élaboration de réponses appropriées aux catastrophes. L'équipe d'experts qui sera constituée nous aidera à affiner cette approche.

Les initiatives à discuter ont été partagées et mises en œuvre pour garantir que la poste africaine s'adapte et se tienne au courant des nouveaux développements pour rester pertinente à l'ère numérique, alors que nous avançons vers l'avenir, et également pour résister aux défis qui accompagnent ces catastrophes lorsqu'elles se produisent.

Le Secrétaire général a une fois de plus exprimé sa profonde gratitude au président, à l'ensemble de son bureau et à ses membres pour leur engagement dans les travaux de ce Groupe de travail.

Enfin, le SG a réitéré le soutien indéfectible du Secrétariat général pour assurer des résultats positifs au Groupe de travail et a souhaité aux participants des délibérations fructueuses.

### **3. CONFIRMATION DU BUREAU**

#### **3.1 Bureau du Groupe de travail**

Le Secrétariat général a confirmé la composition du Bureau comme suit :

<b>PRESIDENT :</b>	<b>AFRIQUE DU SUD</b>
<b>1<sup>er</sup> VICE - PRESIDENT :</b>	<b>MOZAMBIQUE</b>
<b>2<sup>ème</sup> VICE - PRESIDENT :</b>	<b>MADAGASCAR</b>
<b>RAPPORTEUR :</b>	<b>MALAWI</b>
<b>SECRETARIAT :</b>	<b>SECRETARIAT GENERAL</b>

Le deuxième vice-président (Madagascar) n'était pas présent.

## **3.2 Participation**

### **3.2.1 Etats membres**

Plus de 42 participants ont assisté à la réunion en provenance des Etats membres de l'UPAP suivants : Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo (RDC), Egypte, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie, Tunisie et Zimbabwe.

### **3.2.2 Secrétariat général de l'UPAP**

Le Secrétaire général de l'UPAP, Dr Sifundo Chief Moyo, était présent à la tête du Secrétariat général.

## **4. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour ci-dessous a été adopté tel que présenté.

- a. Allocution d'ouverture ;
  - i. Président
  - ii. Secrétaire général
- b. Adoption de l'ordre du jour ;
- c. Point sur l'état de mise en œuvre du plan d'action du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe ;
- d. L'atelier de l'UPU sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains ;
- e. Présentation sur le Renforcement des capacités et mécanismes de financement, par le président du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe ;
- f. Initiatives de gestion des risques de catastrophe de l'UPAP :
  - i. Cyclone Chido ;
  - ii. Cyclone Dikeledi ;
  - iii. Cyclone Jude ;
  - iv. Inondations en RDC.
- g. Propositions du 28<sup>ème</sup> Congrès de l'UPU ;
- h. Date et lieu de la prochaine réunion ;
- i. Divers ;
- j. Clôture.

## **5. Point sur l'état de mise en œuvre du plan d'action du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe : Expériences et réponses aux catastrophes**

Le Secrétariat général a présenté un point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe dans le document intitulé **UPAP/SC/GRC/01/2025 - Doc. N°2**), soulignant que le Programme d'activités 2024-2025 du Comité stratégique prévoit quatre (4) activités à mener : l'identification des risques, le cadre de gestion des risques, les interventions et les



mécanismes de relèvement, ainsi que la gestion et le partage des connaissances. L'état d'avancement de chaque activité est détaillé ci-après :

- a) **Identification des risques**, impliquant un examen périodique et la soumission de rapports d'évaluation des risques et de recommandations. Cet objectif a été pleinement mis en œuvre au cours de la période considérée.
- b) En ce qui concerne le **cadre de gestion des risques** visant à guider les Etats membres dans la mise en œuvre d'un processus inclusif de résilience, de réponse et de reconstruction en renforçant leurs capacités de gestion des risques de catastrophe, cette activité a également été pleinement réalisée ;
- c) **Concernant les interventions et les mécanismes de rétablissement**, cette activité a été pleinement réalisée. L'objectif de cette activité était de développer des initiatives d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) pour éclairer les interventions de relèvement et de résilience conformément aux meilleures pratiques internationales d'une part, et d'autre part, d'orienter la coordination des partenariats pour les interventions de réponse aux catastrophes et de relèvement et sur la responsabilité mutuelle pour des résultats mutuellement bénéfiques.

**La gestion et le partage des connaissances** sont des activités continues, car les connaissances doivent être continuellement mises à jour. C'est pourquoi ces activités ont été pleinement mises en œuvre.

## **5.1 Atelier de l'UPU sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains**

L'UPAP, en collaboration avec l'UPU, a organisé un atelier sur la gestion des risques de catastrophe pour les pays africains, qui s'est tenu du 25 au 27 novembre 2024 à la tour de l'UPAP à Arusha, en République-Unie de Tanzanie.

**Les objectifs de l'atelier étaient les suivants :**

- a) Rassembler les points focaux de gestion des risques de catastrophe (GRC) de la région Afrique pour sensibiliser et renforcer les capacités ;
- b) Former les participants aux leçons tirées des catastrophes passées, en se concentrant sur celles qui se sont produites dans la région Afrique ;
- c) Sensibiliser les participants à la nécessité d'élaborer un Plan de Continuité des Activités (PCA) suivant les modèles proposés par l'UPU ;
- d) Informer les participants sur les catastrophes d'origine humaine ;
- e) Fournir des informations détaillées sur les pertes liées aux catastrophes et souligner la nécessité d'une participation active à la gestion des catastrophes ;
- f) Faciliter le partage d'expériences sur les types de systèmes d'alerte précoce disponibles dans chaque pays participant ;
- g) Discuter de la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes (participation multipartite) dans les actions de prévention, de préparation, d'intervention, de rétablissement/reprise et d'atténuation.

### 5.1.1 Résumé des travaux quotidiens

#### 5.1.1.1 Jour 1 Déroulement :

La première journée a été consacrée à l'exploration des sujets suivants :

- a) Présentation du programme « **Urgence postale et résilience** » Programme : Une présentation a été faite par Mme Fumiko Nohara, experte principale au Bureau international, sur le programme « Urgence postale et résilience » ;
- b) Introduction au mécanisme de certification et aux expériences de certification : Cette présentation a été faite par M. Michael Brufix (expert senior en GRC) ;
- c) M. Dipankar (consultant de l'UPU et expert avancé en gestion des risques de catastrophe) a fait une présentation sur le Guide de gestion des risques de catastrophe de l'UPU et sur la compréhension des phases de gestion des risques et des risques de catastrophe.
- d) Les listes de contrôle, la planification et la formation en cas de catastrophe ont été présentées par Mme Erica Beta (experte régionale de l'UPU pour l'Afrique australe) ;
- e) Les plans de continuité des activités ont été présentés en détail par M. Emile Ndize (expert senior en GRC) ;
- f) Mme Fumiko a supervisé l'exercice **de simulation sur le BCP pour la région Afrique**.

#### 5.1.1.2 Jour 2 Déroulement :

Les activités du deuxième jour étaient les suivantes :

- a) Partage d'expérience TPC : Entretien avec le DG de la Poste de Tanzanie ;
- b) M. Dieudonné Tohouindji (Expert associé de l'UPU pour l'Afrique de l'Ouest) a présenté le Guide de relance du service postal postpandémique : **Guide de relance postpandémique**.

#### 5.1.1.3 Jour 3 Déroulement :

La troisième journée a été consacrée au travail en groupes, notamment à un exercice sur table sur la manière d'élaborer un PCA.

- a) Bien que la mobilisation des ressources demeure un défi, les experts ont encouragé les Etats membres à soumettre des projets réalisables qui peuvent être financés par des ressources de gestion des risques de catastrophe ;
- b) L'atelier a été conçu pour favoriser le perfectionnement des compétences en matière de GRC à mesure que l'opérateur postal progresse dans les différents niveaux de certification.
- c) L'accent a été mis sur les risques pour les services postaux, les premières réponses appropriées et les objectifs du Guide de rétablissement après une pandémie ;
- d) Les plans d'urgence, postpandémiques et de reprise des activités sont des instruments essentiels pour les opérateurs désignés.
- e) L'accent mis sur la pandémie a mis en évidence son impact sur l'économie, l'éducation, le climat et la pauvreté en Afrique ;
- f) Un autre point fort a été l'impact sur le secteur postal et sur le soutien du Bureau international de l'UPU en cas de catastrophe pour les employés, la santé et la sécurité, les questions opérationnelles, les services de protection, la surveillance, la messagerie EMIS, le transport alternatif et la coopération.

Des experts en GRC ont été identifiés et affectés à l'équipe d'experts en GRC, qui sera consolidée avec l'équipe de travail actuelle et incluse dans l'équipe d'experts en GRC de l'UPAP.

## **5.2 Présentation du président du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) sur les mécanismes de renforcement des capacités et de financement**

### **5.2.1 Problèmes de gestion des risques de catastrophe en Afrique**

La gestion des risques de catastrophe (GRC) en Afrique est confrontée à plusieurs défis complexes et interdépendants en raison de la diversité géographique, des facteurs socio-économiques et des capacités institutionnelles du continent.

#### **a) Catastrophes naturelles - (Changement climatique - Cyclone tropical)**

Le cyclone a gravement touché le Mozambique, le Zimbabwe, Madagascar et le Malawi, causant d'importantes pertes humaines et un coût économique considérable. Les efforts de reconstruction sont estimés à 370 millions de dollars.

#### **b) Sécheresse et sécurité alimentaire**

Les sécheresses fréquentes, notamment au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe, provoquent la famine, la mort et le déplacement de millions de personnes. La dégradation des écosystèmes et la pénurie d'eau contribuent également aux crises alimentaires récurrentes en Afrique. La dépendance excessive à l'agriculture pluviale aggrave la situation.

#### **c) Dégradation de l'environnement**

**La déforestation** et les mauvaises pratiques d'utilisation des terres augmentent les risques de catastrophe. La réduction des services écosystémiques entraîne une augmentation des glissements de terrain, des inondations et de l'exposition à la sécheresse. **Désertification et pénurie d'eau** : L'expansion des déserts, en particulier au Sahel, et la diminution des ressources en eau douce aggravent l'insécurité alimentaire et les déplacements. La réduction des services écosystémiques entraîne une exposition accrue aux glissements de terrain, aux inondations et à la sécheresse.

#### **d) Guerres, conflits et déplacements.**

Les conflits en cours dans certaines régions d'Afrique aggravent les conséquences des catastrophes, les ressources étant détournées vers des solutions sécuritaires. Parmi les zones de conflit en Afrique figurent le Soudan, l'Éthiopie, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Mozambique, le Sénégal et la Somalie. Les guerres détruisent les infrastructures et provoquent des déplacements de populations. Les populations déplacées sont plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Le nombre d'Africains déplacés de force, en grande partie à cause des conflits, a augmenté au cours de l'année écoulée et dépasse désormais les 40 millions. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique) Les crises humanitaires mettent à rude épreuve les systèmes de gestion des risques de catastrophe et de réponse aux urgences.

#### **e) Pandémies et épidémies**

Les catastrophes naturelles entraînent souvent des épidémies comme le choléra et le paludisme en raison du manque d'assainissement et de la mauvaise qualité de l'eau. Les institutions de santé publique africaines ne parviennent pas à faire face aux pandémies et aux épidémies en raison d'un manque de ressources et de financements, comme ce fut le cas avec la pandémie de COVID-19. Pendant la période de confinement, les

opérations postales ont été affectées. Le courrier n'a pas été acheminé, les compagnies aériennes étant clouées au sol, les frontières fermées et les entreprises fermées dans le monde entier.

### 5.2.2 Problèmes de gestion des risques de catastrophe postale

La gestion des risques de catastrophe (GRC) dans le **secteur postal** pose des défis uniques en raison du rôle crucial des services postaux dans la communication, le commerce, la logistique et les services publics essentiels. Voici les **principaux enjeux** liés à la gestion des risques de catastrophe dans le secteur postal :

- a) Vulnérabilité des infrastructures ;
- b) Continuité opérationnelle et logistique ;
- c) Menaces à la cybersécurité ;
- d) Défis de communication ;
- e) Sécurité et préparation de la main-d'œuvre ;
- f) Services d'urgence et rôle social ;
- g) Financement limité pour la gestion des droits numériques ;
- h) Changement climatique et risques émergents ;
- i) Manque de planification coordonnée en cas de catastrophe ;
- j) Dépendance à la technologie.

### 5.3 Initiatives de l'UPAP en matière de gestion des risques de catastrophe lors des cyclones Chido, Dikeledi et Jude, et des inondations

Le Secrétariat général de l'UPAP entreprend plusieurs initiatives, notamment la recherche de mécanismes appropriés pour faire face à diverses catastrophes naturelles tout au long du cycle de gestion des risques, c'est-à-dire la prévention, l'atténuation, la préparation, la réponse et le rétablissement des risques.

Quatre (4) catastrophes naturelles se sont produites au cours de la période considérée en Afrique. Il s'agit des cyclones tropicaux Chido (décembre 2024), Dikeledi (décembre 2024 - janvier 2025), Jude (mars 2025) et des inondations (avril 2025).

Lors du passage du cyclone tropical Chido, à Dikeledi, l'UPAP, par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe, a exprimé sa compassion aux bureaux décentralisés touchés en décembre 2024 pour les difficultés et les dégâts causés par le phénomène. Le Secrétariat général a rappelé aux bureaux décentralisés de rester vigilants et de se préparer à toute évolution, après avoir constaté que le cyclone avait déjà endommagé des biens et qu'il était susceptible de frapper d'autres zones dans d'autres Etats membres.

Lorsque le cyclone Jude a frappé en mars 2025, le Secrétariat général a tenté de contacter les pays touchés afin d'évaluer l'impact global des dégâts, en particulier sur les bureaux décentralisés. Cependant, le cyclone s'est atténué au moment même où le Secrétariat général de l'UPAP préparait une circulaire pour alerter les bureaux décentralisés de la probabilité d'une attaque. A ce jour, aucun bureau décentralisé n'a fait état d'une attaque négative.

En avril 2025, l'UPAP a contacté la Poste de la République démocratique du Congo afin d'évaluer si les biens et le personnel de la poste avaient été affectés et si des interventions appropriées pouvaient être mises en œuvre de manière concertée. Heureusement, il a été signalé que les inondations n'avaient eu aucun impact négatif sur l'opérateur postal.

## **5.4 Propositions du 28<sup>ème</sup> Congrès de l'UPU**

Le 28<sup>ème</sup> Congrès de l'UPU se tiendra à Dubaï en septembre 2025. Durant ce congrès, plusieurs propositions seront examinées. Il est recommandé que ce Groupe de travail examine les propositions du Congrès y afférentes et conseille l'Union sur sa position.

Aucune proposition concernant l'UPU n'avait été formulée au moment de la réunion. Les membres ont été vivement encouragés à rester attentifs à toute proposition. Le Secrétariat général collaborera avec le Groupe de travail pour connaître la position de l'Afrique sur toute proposition qui pourrait être soumise.

## **6. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION**

Le Secrétariat général communiquera la date et le lieu de la prochaine réunion une fois les consultations avec le président terminées. Le rapport du Groupe de travail sera présenté à la Commission Stratégie le 19 juin 2025, avant la 43<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP à Arusha, en Tanzanie.

## **7. DIVERS**

Mme Tania Chibesakunda a prononcé un message au nom du Mozambique, Etat membre touché par les catastrophes. Elle a informé les participants que le Mozambique avait traversé une série de crises ces dernières années, notamment :

- Cyclones.
- Crise post-électorale, après les élections générales d'octobre 2024.

Malgré ces perturbations, les opérations postales sont en cours de rétablissement. Le Mozambique a ensuite été invité à soumettre un bref compte rendu écrit des catastrophes subies afin que son expérience puisse être partagée avec les autres Membres et que des informations et des enseignements importants sur les crises ne soient pas manqués.

## **8. CLOTURE**

### **8.1 Secrétaire général**

Le Secrétaire général a une fois de plus exprimé sa gratitude aux membres de ce Groupe de travail pour leur travail depuis sa création.

Il a mentionné que des informations très intéressantes sont obtenues auprès des experts dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe, et nous espérons que nous pourrions poursuivre sur cette lancée à l'avenir afin que l'Union puisse recevoir des conseils appropriés dans ce domaine et que l'Union puisse prendre des mesures appropriées par l'intermédiaire de ses membres en termes de réponse aux catastrophes.

Il a félicité le Président et le Bureau pour le bon travail qu'ils accomplissent.

En conclusion, le Secrétaire général a souhaité une participation plus active des membres. A cette fin, il a espéré que la création de l'équipe Experts en GRC contribuerait à la réalisation de cette cause.

## 8.2 Président

Dans son allocution de clôture, le Président a remercié les participants pour leurs précieuses contributions, qui ont contribué au succès de la réunion. Il a également remercié le Secrétaire général et son équipe pour l'organisation de ces réunions mensuelles essentielles. Il a salué le travail de l'équipe de l'UPAP afin que ce Groupe de travail puisse s'acquitter de son mandat.

En outre, il a rappelé aux membres de veiller à ce que les cadres de gestion des risques de catastrophe soient disponibles et partagés afin que les Etats membres puissent apprendre les uns des autres.

La réunion a été déclarée close à **12h17 (TU)**.

## ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE 2024-2025						
N°	QUESTION CLE	JALON	DELAIS D'EXECUTION	Réalisé	En cours	Non Réalisé
1.	Identification des risques	i) Examiner les rapports périodiques d'évaluation des risques et les recommandations et les soumettre au Comité.	Semestriel			
2.	Cadre de gestion des risques	i) Aider les Etats membres à mettre en œuvre un processus inclusif de résilience, de relèvement et de reconstruction en renforçant leur gestion des risques de catastrophe (GRC).	T2 2023			
3.	Gestion et partage des connaissances	i) Faire des recommandations et donner des conseils sur la manière d'organiser des séances de renforcement des capacités et des ateliers pour le partage des connaissances sur la gestion des risques de catastrophe.	T2 2023			
4.	Interventions et mécanismes de rétablissement/reprise	i) Veiller à ce que les systèmes de gestion de l'information (SGI), y compris la protection des données et la cybersécurité, soient disponibles pour la réponse aux catastrophes et la reprise rapide des activités.	Semestriel			
		ii) Développer des initiatives d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) pour éclairer les interventions de relèvement et de résilience conformément aux meilleures pratiques internationales.	T3 2023			
		iii) Aider les Etats membres à coordonner les partenariats pour les interventions de réponse aux catastrophes et de relèvement et la responsabilité mutuelle des résultats collectifs.	T3 2023			